

Croissance au Maroc : pourquoi le PIB ne suffit pas ? Cadres théoriques et instruments de mesure de la croissance inclusive

Economic Growth in Morocco: Why GDP Is Not Enough—Theoretical Frameworks and Measurement Tools for Inclusive Growth.

Auteur 1 : ACHIR Abdelkrim.

Auteur 2 : ECHAOUI Abdellah.

Auteur 3 : ICHOU Mohammed Adil.

ACHIR Abdelkrim (Doctorant)

¹ Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Souissi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc

ECHAOUI Abdellah (Professeur)

² Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Souissi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc

ICHOU Mohammed Adil (Professeur)

³ École Supérieure de Technologie – Khénifra, Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire des Sciences, des Technologies et de Société (LRPSTS), Université Sultan Moulay Slimane de Béni Mellal, Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ACHIR .A, ECHAOUI .A & ICHOU .M A (2026) « Croissance au Maroc : pourquoi le PIB ne suffit pas ? Cadres théoriques et instruments de mesure de la croissance inclusive », African Scientific Journal « Volume 03, Num 34 » pp: 1623 – 1661.



DOI : 10.5281/zenodo.18861801
Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La croissance économique est souvent mobilisée comme principal indicateur de performance, pourtant elle ne garantit ni la réduction de la pauvreté ni la diminution des inégalités. Cet article propose une lecture structurée du débat sur la croissance inclusive, en articulant (i) les approches classiques inspirées du paradigme néoclassique, qui supposent une diffusion spontanée des gains de croissance, et (ii) les approches hétérodoxes et institutionnelles (capabilités, triangle croissance-pauvreté-inégalités), qui soulignent le rôle des institutions et des politiques publiques. À partir de cette synthèse, l'article discute un cadre conceptuel opposant efficacité économique et équité sociale, permettant de distinguer plusieurs profils (inclusive, broad-based, pro-pauvre, shared growth).

Sur le plan empirique, l'étude recense et compare les principaux outils de mesure mobilisés dans la littérature et par les institutions internationales: indicateurs d'inégalités (indice de Gini, courbe de Lorenz), mesures de pauvreté multidimensionnelle (MPI) et tableaux de bord/indices composites (cadres OCDE, BAD/ADB). En s'appuyant sur les statistiques nationales et internationales disponibles, l'article met en évidence la pertinence d'une approche multidimensionnelle pour qualifier les limites d'une lecture strictement agrégée de la croissance au Maroc et en déduire des implications de politique publique.

Mots clés : Croissance inclusive ; Maroc ; inégalités ; pauvreté multidimensionnelle ; marché du travail ; indice de Gini ; politiques publiques.

Abstract

Economic growth is often used as the main indicator of performance, yet it does not necessarily ensure poverty reduction or a decline in inequality. This article provides a structured reading of the debate on inclusive growth by contrasting (i) classical approaches rooted in the neoclassical paradigm, which assume that the benefits of growth diffuse spontaneously, with (ii) heterodox and institutional approaches (capabilities, the poverty–growth–inequality triangle), which emphasize the role of institutions and public policies. Building on this synthesis, the paper develops a conceptual framework opposing economic efficiency and social equity, allowing the identification of distinct growth profiles (inclusive, broad-based, pro-poor, and shared growth).

Empirically, the study reviews and compares the main measurement tools used in the academic literature and by international organizations: inequality indicators (the Gini coefficient and the Lorenz curve), multidimensional poverty measures (the Multidimensional Poverty Index, MPI), and composite indices/scoreboards (OECD frameworks and AfDB/ADB approaches). Using available national and international statistics, the paper highlights the relevance of a multidimensional assessment to characterize the limitations of a strictly aggregate reading of growth in Morocco and to draw policy implications. Overall, the findings suggest that assessing growth performance requires moving beyond GDP to capture employment dynamics, deprivation, and distributive outcomes, thereby better informing strategies aimed at inclusive and sustainable development.

Keywords: inclusive growth; Morocco; inequality; multidimensional poverty; labour market; Gini coefficient; public policy

Introduction¹

Depuis deux décennies, le Maroc a engagé une trajectoire de modernisation économique marquée par des stratégies sectorielles successives, une montée des investissements et une intégration accrue à certains segments des chaînes de valeur internationales. Dans ce contexte, la croissance du PIB demeure un indicateur central de performance macroéconomique. Toutefois, un constat largement documenté dans la littérature et les diagnostics institutionnels est que la croissance, même soutenue, ne garantit ni la réduction automatique de la pauvreté ni la diminution des inégalités, notamment lorsque l'accès aux opportunités productives demeure segmenté (emploi, capital humain, territoire, genre).

L'enjeu est particulièrement saillant dans les économies émergentes : d'un côté, la croissance est nécessaire pour créer des ressources et élargir l'espace budgétaire ; de l'autre, les mécanismes de transmission vers le bien-être (emploi décent, réduction des privations, mobilité sociale) peuvent rester incomplets. Au Maroc, plusieurs signaux illustrent cette tension. Sur le marché du travail, le taux de chômage national a atteint 13% en 2023, avec un niveau particulièrement élevé chez les jeunes de 15–24 ans (35,8%), révélant des difficultés persistantes d'insertion et de transition école-emploi. Par ailleurs, si certains indicateurs monétaires peuvent suggérer des améliorations, des mesures multidimensionnelles mettent en évidence la persistance de privations cumulées : selon le profil MPI du PNUD, 6,4% de la population est considérée comme pauvre au sens multidimensionnel, avec une intensité des privations de 42% parmi les pauvres.

C'est précisément ce décalage entre performance agrégée et progrès social effectif qui a conduit à l'émergence du concept de croissance inclusive. La littérature propose toutefois des lectures hétérogènes : les approches classiques, héritées du cadre néoclassique, ont longtemps postulé un effet de diffusion des gains de croissance (trickle-down), tandis que des approches hétérodoxes et institutionnelles ont mis l'accent sur les inégalités d'opportunités, le rôle de l'État et l'importance des institutions. Aujourd'hui, une synthèse plus récente tend à dépasser

¹ Cet article s'inscrit dans un programme de recherche plus large portant sur la croissance inclusive. Il représente un premier jalon, centré sur la clarification des cadres théoriques et des instruments de mesure. Dans une contribution ultérieure, nous proposerons la construction d'un indice composite de croissance inclusive appliqué au Maroc, permettant d'objectiver l'évolution de l'inclusivité sur longue période, de comparer les performances entre dimensions (emploi, pauvreté, inégalités) et d'identifier les principaux leviers explicatifs.

l'opposition efficacité/équité en soulignant que l'inclusion n'est pas seulement un objectif social, mais aussi une condition de stabilité et de performance de long terme.

Dans ce cadre, l'objectif de cette recherche est de proposer une lecture structurée des cadres théoriques de la croissance inclusive et d'examiner, de manière comparative, les principaux instruments mobilisés pour en mesurer les dimensions distributives et multidimensionnelles. La problématique est la suivante : comment analyser et mesurer l'inclusivité de la croissance au Maroc au-delà du PIB, en mobilisant des outils capables d'intégrer simultanément emploi, pauvreté et inégalités ?

La suite de l'article est organisée comme suit. La section 1 présente brièvement l'architecture méthodologique retenue. La section 2 propose une revue de la littérature (approches classiques, hétérodoxes et synthèse dynamique). La section 3 expose le cadre conceptuel « efficacité–équité » ainsi que la typologie des modèles de croissance inclusive. La section 4 discute les principaux outils de mesure (indice de Gini, courbe de Lorenz, MPI et cadres composites), avant une section de discussion consacrée aux implications pour l'évaluation et l'orientation des politiques publiques au Maroc.

1. Méthodologie

Le choix d'une revue narrative structurée s'inscrit dans un positionnement épistémologique pragmatique et analytique, où l'objectif principal est la clarification conceptuelle et la comparaison raisonnée d'outils de mesure, plutôt que l'identification causale par estimation économétrique. En effet, la "croissance inclusive" renvoie à un objet multidimensionnel et en partie construit par les instruments qui prétendent la mesurer (inégalités monétaires, privations non monétaires, opportunités), ce qui implique d'explicitier les définitions, les hypothèses et les arbitrages sous-jacents aux indicateurs et cadres institutionnels (Sen, 1999; Bourguignon, 2004; OECD, 2018). La démarche retenue repose ainsi sur une logique de triangulation conceptuelle, consistant à confronter les apports de la littérature académique aux référentiels opérationnels élaborés par les organisations internationales (World Bank, 2016; Anand et al., 2013; ADB, 2011).

Sur le plan du raisonnement, l'étude mobilise une articulation déductivo-inductive (voire abductive) : elle part d'un fait stylisé largement discuté—le décalage possible entre performance macroéconomique et progrès social—pour mobiliser des cadres théoriques (déduction), puis examine comment ces cadres se traduisent en dispositifs de mesure et en

indicateurs (induction), afin d'en discuter la cohérence, la comparabilité et les limites (Ravallion, 2004; Boarini et al., 2015). Ce mode de raisonnement permet, d'une part, d'éviter l'assimilation de la croissance inclusive à une simple variation du PIB et, d'autre part, de justifier l'usage d'une approche multidimensionnelle combinant indicateurs distributifs, mesures de privation et cadres composites, en cohérence avec la nature même du concept étudié (OECD, 2018; World Bank, 2016).

2. Revue de littérature

2.1. Approches classiques : croissance et ruissellement

Les approches classiques de la croissance, dominantes dans la pensée économique jusqu'aux années 1980-90, sont principalement issues du cadre néoclassique, notamment du modèle fondamental proposé par Robert Solow (1956). Ce modèle explique la croissance du produit par habitant à long terme à partir de trois facteurs principaux : l'accumulation du capital physique, la croissance de la population active, et surtout le progrès technologique exogène, considéré comme moteur ultime de la productivité.

L'un des postulats essentiels de cette approche est que les marchés, s'ils fonctionnent librement, allouent efficacement les ressources, et que la croissance générée bénéficie à tous, selon la logique dite du "trickle-down economics" – l'idée selon laquelle « la richesse créée en haut finit par bénéficier aux plus pauvres ». Cette vision a largement influencé les politiques de développement promues par les institutions de Bretton Woods, en particulier dans le cadre du Consensus de Washington, qui recommandait :

- La libéralisation des marchés des biens et des capitaux,
- La privatisation des entreprises publiques,
- Le rétrécissement du rôle de l'État, réduit à ses fonctions régaliennes,
- Et la stabilité macroéconomique comme socle de confiance des investisseurs.

Dans cette optique, la croissance est considérée comme une condition suffisante à la réduction de la pauvreté. Bhagwati (1988), dans une formule célèbre, résumait cette vision:

« The most powerful tool to reduce poverty is growth itself. »

Pour les tenants de cette approche, l'équité sociale est secondaire : elle résultera mécaniquement de l'accroissement des revenus globaux, dans une perspective de *croissance d'abord, redistribution ensuite*.

Pourtant, plusieurs critiques empiriques et théoriques sont venues remettre en cause cette perspective. Barro (2000) a montré que la relation entre croissance et inégalités est non linéaire : dans certains cas, la croissance peut coexister avec une augmentation des inégalités, voire les aggraver. En particulier, dans les pays où les inégalités initiales sont élevées, la croissance tend à profiter principalement aux groupes déjà favorisés, ce qui limite ses effets sur la pauvreté.

De plus, les analyses menées par Piketty (2014) dans *Le capital au XXI^e siècle* ont mis en lumière un fait marquant : dans les économies capitalistes avancées, le rendement du capital dépasse durablement le taux de croissance économique, ce qui renforce la concentration des richesses. Cela contredit frontalement le principe néoclassique selon lequel la croissance se diffuse uniformément.

La Banque mondiale elle-même, dans ses rapports récents (2016, 2020), reconnaît que la croissance ne suffit pas :

« Growth is necessary but not sufficient for poverty reduction; its inclusiveness is equally critical. »

De plus, les expériences dans plusieurs pays du Sud, notamment en Amérique latine dans les années 1980-1990 (Argentine, Mexique, Pérou), ont montré que des réformes fondées uniquement sur les dogmes néoclassiques ont souvent conduit à une instabilité sociale accrue, une détérioration des services publics, et un creusement des inégalités, sans gains durables pour les plus pauvres.

Si les modèles classiques ont apporté des avancées en matière de compréhension macroéconomique, ils négligent des dimensions cruciales comme :

- L'accès différencié aux opportunités productives ;
- Les barrières sociales, institutionnelles ou spatiales à l'inclusion économique ;
- Et la qualité de la croissance en termes d'impact sur le capital humain.

Ces constats appellent à dépasser le paradigme de l'efficacité pure pour intégrer des considérations d'équité, de redistribution et de justice sociale dès la conception des politiques

économiques – ce que défendront les approches hétérodoxes exposées dans la sous-section suivante.

2.2. Approches hétérodoxes et institutionnelles

Face aux limites des modèles néoclassiques centrés sur l'efficacité, les approches dites hétérodoxes – issues des courants keynésien, institutionnaliste, post-développementaliste, voire marxiste – proposent une lecture plus structurelle et multidimensionnelle du lien entre croissance, inégalités et pauvreté. Ces approches partagent une conviction centrale : la croissance ne conduit pas spontanément à l'inclusion, et l'État joue un rôle indispensable dans la régulation, la redistribution et la création d'opportunités.

De la croissance à la capacité : l'approche par les libertés d'Amartya Sen

L'économiste indien Amartya Sen, prix Nobel en 1998, incarne un tournant majeur. Dans *Development as Freedom* (1999), il rejette une vision purement utilitariste du développement :

« Le développement est avant tout un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus. »

Cela signifie que la réussite économique ne peut être mesurée uniquement par le revenu ou le PIB, mais doit s'évaluer selon la capacité des personnes à choisir une vie qu'elles ont des raisons de valoriser. Ce cadre de pensée implique :

- Une action forte de l'État pour garantir l'accès universel à l'éducation, à la santé et à l'information ;
- Le développement d'institutions démocratiques et participatives ;
- Et la création de conditions propices à l'emploi décent, à la sécurité économique et à la justice sociale.

Le triangle pauvreté-croissance-inégalités de Bourguignon

François Bourguignon (2004) structure sa critique autour d'un triangle analytique fondamental :

- La croissance peut réduire la pauvreté,
- Mais son efficacité dépend du niveau initial des inégalités,

- Et de la manière dont elle est redistribuée.

Il propose une approche intégrée selon laquelle les inégalités constituent un obstacle au développement : elles limitent l'accès au crédit, à l'éducation, et freinent l'investissement dans le capital humain des plus pauvres. Sa thèse est confirmée par de nombreuses études empiriques, notamment celles de Barro (2000) et de la Banque mondiale, qui montrent que les pays les plus égalitaires sont aussi les plus performants à long terme.

L'inclusion comme levier de performance macroéconomique

Dans les années 2010, les institutions traditionnellement orthodoxes comme le FMI et la Banque mondiale ont intégré certaines de ces critiques. Le rapport d'Anand et al. (2013) pour le FMI démontre que les pays ayant un niveau élevé d'inégalités tendent à connaître une croissance plus volatile et moins durable. Le FMI note notamment:

« Promoting inclusive growth is not just good for equity – it's essential for sustained economic performance. »

De même, la Banque mondiale reconnaît dans son rapport *Poverty and Shared Prosperity* (2016) que les politiques redistributives ne sont pas antinomiques de la croissance, mais en renforcent la stabilité, la résilience et la légitimité.

Plusieurs pays émergents ont démontré que des politiques activement inclusives peuvent accompagner une croissance robuste :

- En Corée du Sud, l'investissement massif dans l'éducation rurale et la réforme agraire ont permis une industrialisation inclusive.
- Au Brésil, les programmes sociaux (comme Bolsa Família) ont contribué à réduire significativement les inégalités tout en maintenant une croissance soutenue entre 2003 et 2013.
- Le Botswana a combiné transparence institutionnelle, redistribution des ressources minières et investissement dans le capital humain.

Ces approches plaident pour une action publique proactive, redistributive et institutionnellement ancrée. Dans le cas marocain, cela suppose :

- Une réforme fiscale orientée vers la progressivité et la justice sociale ;

- Le renforcement du capital humain dans les zones rurales et périphériques ;
- Et la consolidation des mécanismes d'évaluation des politiques sociales.

L'objectif n'est plus seulement de produire davantage, mais de produire mieux et redistribuer plus équitablement, dans une perspective de cohésion sociale et de développement durable.

2.3. Synthèse : l'inclusion comme condition de stabilité

Les approches contemporaines de la croissance économique tendent à dépasser l'opposition traditionnelle entre efficacité et équité, en mettant en avant une synthèse dynamique : une économie ne peut être performante à long terme que si elle est inclusive. Ce paradigme, porté par la notion de croissance inclusive, reconnaît que l'exclusion de larges franges de la population réduit la productivité globale, freine la demande intérieure, accentue les vulnérabilités sociales, et alimente les tensions politiques.

Cette conception repose sur une idée fondatrice : l'inclusion sociale n'est pas uniquement un objectif moral ou social, mais un vecteur d'efficacité économique. Elle suppose que les investissements dans le capital humain, la protection sociale, l'inclusion territoriale et l'égalité des chances constituent des moteurs essentiels du développement.

Dans *The Globalization Paradox* (2011), Dani Rodrik met en lumière plusieurs cas d'économies émergentes ayant articulé inclusion et croissance :

- En Corée du Sud, l'État a simultanément mené une politique industrielle volontariste, investi dans l'éducation de masse et mis en place une fiscalité redistributive. Résultat : une croissance rapide et socialement intégrée.
- Le Chili a combiné croissance par les exportations agricoles et minières avec des filets sociaux ciblés, via le programme Chile Solidario.
- Le Botswana, souvent cité comme un modèle africain, a maintenu une croissance soutenue grâce à une gestion prudente des ressources naturelles, un État relativement transparent et des programmes de redistribution ciblés.

Ces expériences confirment que les pays qui investissent dans l'inclusion dès le début du processus de développement sont aussi ceux qui évitent les cycles d'instabilité et les "trappes de pauvreté institutionnelle" (Acemoglu & Robinson, 2012).

La synthèse dynamique actuelle repose sur une revalorisation du rôle de l'État non comme substitut au marché, mais comme architecte de l'inclusion. Cela suppose :

- Une gouvernance économique axée sur la responsabilité sociale ;
- Des politiques fiscales progressives qui réduisent les écarts sans freiner l'investissement ;
- Et un cadre institutionnel propice à la participation citoyenne et à la transparence.

Comme le souligne Joseph Stiglitz (2012) :

« Une économie qui exclut ne peut ni être stable ni prospère ; l'inégalité extrême est à la fois économiquement inefficace et socialement dangereuse. »

Tableau N°1 : Tableau synthétique comparatif des approches

| Approche | Hypothèse centrale | Politique privilégiée | Limite principale |
|--------------------------------------|--|---|---|
| Classique (Solow, Bhagwati) | La croissance réduit la pauvreté par ruissellement | Libéralisation, stabilité macroéconomique | Inefficace si les inégalités initiales sont élevées |
| Hétérodoxe (Sen, Bourguignon) | L'inclusion est une condition de croissance durable | Intervention publique, redistribution, État | Dépend de la capacité institutionnelle de l'État |
| Synthèse dynamique (Rodrik) | L'équité structurelle renforce la performance économique | Gouvernance inclusive, capital humain, filets sociaux | Requiert un État stratège et des institutions solides |

Source : Compilé par nous même

3. Cadre conceptuel et typologie

3.1. Définitions opératoires

Pour éviter les confusions fréquentes, cette section retient des définitions opérationnelles de quatre notions proches : *croissance inclusive*, *croissance pro-pauvre*, *broad-based growth* et *shared growth*. Elles se distinguent surtout par (i) la population ciblée (pauvres vs distribution entière), (ii) le critère d'évaluation (pauvreté, distribution, opportunités), et (iii) le mécanisme (marché, redistribution, élargissement des opportunités) (Asian Development Bank [ADB], 2011; Anand, Mishra, & Peiris, 2013).

2.1.1 Croissance inclusive (inclusive growth)

La croissance inclusive renvoie à une croissance qui combine expansion économique et élargissement de la participation aux opportunités productives, en réduisant les exclusions liées au territoire, au genre, au capital humain ou au statut sur le marché du travail. Elle ne se limite pas au revenu : elle intègre l'accès à l'emploi (quantité et qualité), aux services essentiels (éducation, santé) et à des institutions qui rendent la croissance réellement "partageable". Dans les cadres institutionnels récents, l'inclusion est à la fois une fin (équité) et un moyen (stabilité et soutenabilité de la croissance). Son évaluation repose donc souvent sur une approche multidimensionnelle (emploi, pauvreté monétaire et non monétaire, inégalités, accès aux opportunités) et sur des tableaux de bord/indices composites proposés par les organisations internationales (ADB, 2011; Anand et al., 2013; Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD], 2018).

2.1.2 Croissance pro-pauvre (pro-poor growth)

La croissance pro-pauvre désigne une croissance dont les bénéficiaires améliorent mesurablement la situation des ménages pauvres. Deux définitions dominent. Une définition absolue qualifie la croissance de pro-pauvre si le revenu (ou la consommation) des pauvres augmente et si la pauvreté recule. Une définition relative est plus exigeante : la croissance est pro-pauvre si les revenus des pauvres augmentent plus vite que ceux des non-pauvres, impliquant une amélioration distributive (Kakwani & Pernia, 2000; Ravallion, 2004). Cette notion est donc plus "ciblée" que la croissance inclusive : un pays peut réduire la pauvreté monétaire sans lever des barrières structurelles d'accès à l'emploi décent, à la protection sociale ou à la mobilité (Ravallion, 2004).

2.1.3 Croissance broad-based (broad-based growth)

La broad-based growth (croissance “à base large”) renvoie à une croissance dont les gains s’étendent à une part importante de la population et/ou à plusieurs secteurs et territoires, plutôt que d’être concentrés dans des enclaves sectorielles ou géographiques. Elle met l’accent sur la diffusion de la croissance via la création d’emplois, l’augmentation des revenus du travail et la montée en productivité dans des secteurs employeurs, sans exiger nécessairement une correction explicite des inégalités initiales. Autrement dit, la croissance broad-based peut réduire la pauvreté en élargissant l’activité économique, tout en laissant persister des inégalités si les groupes déjà favorisés captent une part disproportionnée des gains (ADB, 2011; Klasen, 2010).

2.1.4 Croissance partagée (shared growth / shared prosperity)

La croissance partagée vise à qualifier une croissance dont les bénéfices sont effectivement partagés entre groupes sociaux. Dans les cadres de la Banque mondiale, l’idée de *shared prosperity* est souvent opérationnalisée par l’évolution du revenu (ou de la consommation) des 40 % les plus pauvres (*bottom 40*), ce qui fournit un indicateur concret du “partage” des gains (World Bank, 2016). Cette approche se situe entre la croissance pro-pauvre et la croissance inclusive : elle est plus large qu’une réduction stricte de la pauvreté (car elle suit une tranche de distribution), mais ne couvre pas toujours toutes les dimensions non monétaires de l’inclusion (qualité de l’emploi, accès aux services, égalité des chances) si elle n’est pas complétée par des indicateurs multidimensionnels (World Bank, 2016).

En synthèse, *Pro-pauvre* cible prioritairement les pauvres (pauvreté/revenus du bas de la distribution), *shared growth* insiste sur le partage des gains (souvent bottom 40), *broad-based* met l’accent sur la diffusion sectorielle/territoriale, tandis que *inclusive growth* est la notion la plus exigeante car elle intègre explicitement les exclusions structurelles et s’évalue de manière multidimensionnelle (ADB, 2011; OECD, 2018; World Bank, 2016).

3.2. Repère « efficacité–équité » : une typologie graphique des modèles de croissance

Dans la continuité des définitions opératoires (Sous-Section 3.1), nous proposons un cadre conceptuel simple permettant de situer les différentes acceptions de la croissance inclusive (inclusive, pro-pauvre, broad-based, shared growth) sur un même espace analytique. L’idée consiste à représenter ces modèles dans un repère à deux dimensions :

- Axe horizontal (x) — efficacité économique : performance productive et dynamique de croissance (croissance du PIB, productivité, investissement, création de valeur).
- Axe vertical (y) — équité / inclusion sociale : capacité de la croissance à réduire les privations et les exclusions (réduction des inégalités, inclusion des groupes vulnérables, redistribution, amélioration de l'accès aux opportunités).

Ce repère permet d'explicitier un point central de la littérature : les stratégies de croissance se distinguent moins par le niveau de croissance atteint que par la façon dont les gains se diffusent et transforment (ou non) la distribution des opportunités (Kakwani & Pernia, 2000; Ravallion, 2004; Asian Development Bank [ADB], 2011; Klasen, 2010).

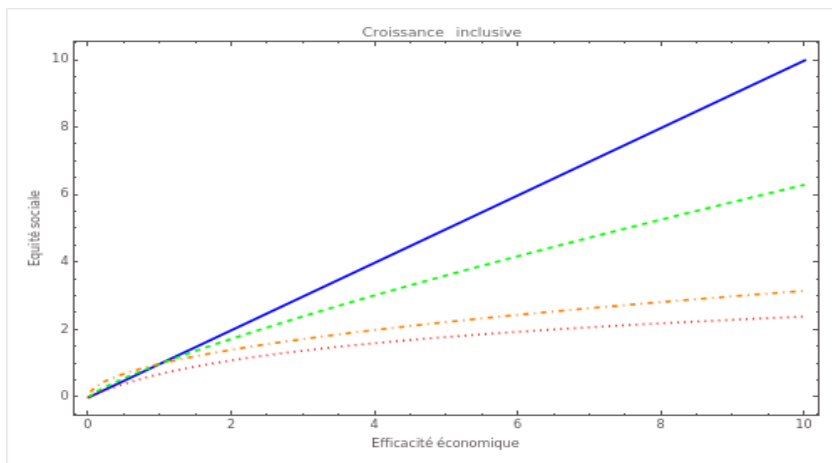
2.1.1 Intuition du modèle : arbitrages et profils

L'objectif n'est pas de poser une "loi" universelle, mais d'illustrer les arbitrages implicites entre efficacité et équité :

- certaines approches privilégient la redistribution ciblée (gain d'équité plus rapide que le gain d'efficacité) ;
- d'autres recherchent un équilibre (progression conjointe des deux dimensions) ;
- d'autres encore diffusent les bénéfices à une base large sans corriger pleinement les inégalités initiales (diffusion, mais correction distributive limitée).

La Figure propose ainsi une modélisation stylisée de quatre profils à l'aide de fonctions simples, fréquemment mobilisées dans la littérature pour illustrer des dynamiques différenciées (Kakwani & Pernia, 2000; Ravallion, 2004; ADB, 2011).

Figure N°1 : Modélisation stylisée des modèles de croissance



Source : représentation stylisée inspirée de Ravallion (2004), Kakwani et Pernia (2000), Klasen (2010) et ADB (2011), adaptée par l’auteur.

2.1.2 Lecture et interprétation des quatre modèles

Modèle 1 — Croissance inclusive ($y=x$)

Ce profil représente un scénario de progression proportionnelle : chaque gain d’efficacité économique s’accompagne d’un gain comparable en équité/inclusion. Il correspond à l’idéal-type d’une croissance qui élargit durablement l’accès aux opportunités (emploi, capital humain, services) tout en limitant la concentration des bénéfices (Sen, 1999). Dans ce cadre, efficacité et inclusion avancent “de concert”, ce qui est précisément l’exigence la plus large associée à la notion de croissance inclusive (ADB, 2011; Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD], 2018).

Modèle 2 — Croissance broad-based ($y=x^{0.8}$)

La croissance est ici diffusée à une base large (secteurs/territoires/population), ce qui améliore l’inclusion, mais moins que proportionnellement à la performance économique. Autrement dit, l’augmentation de l’efficacité se traduit par des gains d’équité, mais la correction des inégalités structurelles reste partielle. Ce profil correspond à une croissance “à base large” : utile pour réduire certaines privations via l’emploi et les revenus, mais pas nécessairement suffisante pour réduire fortement les écarts d’opportunités (Klasen, 2010; ADB, 2011).

Modèle 3 — Croissance pro-pauvre ($y=x^{0.5}$)

Ce profil illustre une croissance orientée vers la réduction de la pauvreté (notamment monétaire), via des mécanismes plus ciblés. La progression de l'équité apparaît plus lente que celle de l'efficacité dans la représentation stylisée, car l'accent est mis sur l'amélioration du sort des pauvres plutôt que sur une transformation globale de la distribution des opportunités. Cela renvoie au débat classique sur les définitions absolues/relatives du pro-pauvre et sur le fait qu'une stratégie pro-pauvre peut réduire la pauvreté sans lever toutes les barrières structurelles (Kakwani & Pernia, 2000; Ravallion, 2004).

Modèle 4 — Croissance partagée (shared growth) ($y=\log(x+1)$)

La fonction logarithmique rend l'idée d'un rendement inclusif initial élevé : les premiers gains économiques s'accompagnent de gains d'équité relativement importants, puis l'effet marginal décroît. Ce profil correspond à une logique de "partage" des gains (au sens distributif), souvent associée à la progression du bien-être des groupes situés en bas de distribution (World Bank, 2016). Elle met fortement l'accent sur la redistribution et la cohésion, mais souligne aussi que le partage peut devenir plus difficile à mesure que l'économie évolue, si la transformation structurelle et l'élargissement des opportunités ne suivent pas.

Quatre profils sont distingués. (1) Croissance inclusive ($y = x$) : progression proportionnelle, où efficacité et équité avancent "de concert". (2) Broad-based ($y = x^{0.8}$) : diffusion relativement large des bénéfices, mais avec des gains d'équité moins que proportionnels, ce qui laisse subsister des inégalités structurelles. (3) Pro-pauvre ($y = x^{0.5}$) : amélioration ciblée au profit des plus vulnérables, avec une progression de l'équité plus lente dans cette représentation, soulignant le caractère ciblé plutôt que transformationnel. (4) Croissance partagée ($y = \log(x+1)$) : fort rendement inclusif initial (les premiers gains économiques se traduisent fortement en équité), puis rendements décroissants, suggérant que le partage devient plus difficile sans transformation structurelle et élargissement durable des opportunités.

4. Mesurer la croissance inclusive : indicateurs distributifs, multidimensionnels et cadres composites

La croissance inclusive ne peut être appréhendée à partir d'un indicateur unique, en particulier lorsque l'objectif est d'évaluer non seulement la performance macroéconomique, mais aussi la distribution des gains et l'accès effectif aux opportunités. Dans cette perspective, la présente section propose une lecture structurée des principaux instruments de mesure mobilisés dans la

littérature et par les organisations internationales. Elle s'organise autour de trois ensembles complémentaires : (i) les mesures monétaires des inégalités, centrées sur la distribution des revenus (indice de Gini et courbe de Lorenz) ; (ii) les indicateurs multidimensionnels captant les privations non monétaires (notamment la pauvreté multidimensionnelle) ; et (iii) les indices composites et tableaux de bord institutionnels, qui agrègent plusieurs dimensions de l'inclusion (cadres OCDE et BAD/ADB). L'enjeu n'est pas de substituer un indicateur à un autre, mais de montrer en quoi leur complémentarité permet de mieux qualifier les limites d'une lecture strictement agrégée de la croissance et d'éclairer les implications de politique publique.

4.1. Mesures monétaires des inégalités

4.1.1 L'indice de Gini : un indicateur synthétique des inégalités de revenu

L'indice de Gini est l'un des outils statistiques les plus largement utilisés pour mesurer les inégalités dans la distribution des revenus ou de la richesse au sein d'une population. Il est basé sur la courbe de Lorenz, qui met en relation la part cumulée de la population avec la part cumulée du revenu perçue. Sa valeur varie entre :

- 0 : situation d'égalité parfaite, où chaque individu détient exactement la même part de revenu ;
- 1 : situation d'inégalité totale, où une seule personne concentre l'ensemble du revenu.

L'indice est exprimé comme une aire entre la courbe de Lorenz et la ligne d'égalité parfaite. Formellement :

$$G = 1 - 2 \int_0^1 L(p) dp$$

où $L(p)$ est la courbe de Lorenz.

Selon Deaton (2013), « le coefficient de Gini est utile pour établir des comparaisons temporelles et internationales des inégalités, mais il ne capture pas les inégalités extrêmes ni leur impact sur la pauvreté absolue ». En effet :

- Il est insensible à la localisation des inégalités dans la distribution (inégalité au sommet vs à la base) ;

- Il ne rend pas compte des inégalités non monétaires (accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi) ;
- Et il masque les hétérogénéités régionales, sectorielles ou générationnelles.

Malgré cela, il demeure une référence centrale dans les rapports du PNUD, de la Banque mondiale et de l'OCDE.

Le cas du Maroc : un niveau d'inégalité élevé et stable

Au Maroc, l'indice de Gini a fluctué entre 0,39 et 0,41 au cours des deux dernières décennies, selon les données du Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2019). Ce niveau est jugé élevé pour un pays à revenu intermédiaire. Il traduit :

- Une forte concentration des revenus dans les 10 % les plus riches ;
- Un écart significatif entre les zones urbaines et rurales ;
- Et une reproduction intergénérationnelle des inégalités, en raison des barrières à l'éducation et à l'emploi formel.

À titre de comparaison :

- Le Vietnam affiche un Gini autour de 0,35 ;
- L'Indonésie, environ 0,38 ;
- La Tunisie, légèrement inférieur à 0,36 ;
- Et des pays égalitaires comme la Suède ou le Danemark, autour de 0,27.

Ce niveau d'inégalité pose un défi majeur à la soutenabilité du modèle de croissance marocain. Comme le rappelle Bourguignon (2004), un Gini supérieur à 0,4 constitue un seuil critique au-delà duquel les inégalités deviennent économiquement et politiquement déstabilisantes. Cela affecte :

- Le potentiel de croissance endogène (via la sous-utilisation du capital humain),
- La demande intérieure (réduite chez les bas revenus),
- Et la cohésion sociale, fragilisée par la perception d'injustices persistantes.

Il est donc essentiel de compléter la lecture du Gini par des mesures multidimensionnelles, intégrant l'accès aux services, la répartition des opportunités et les conditions de vie – ce que développeront les sections suivantes.

4.2.2 La courbe de Lorenz : visualiser la distribution des revenus

La courbe de Lorenz est un outil graphique puissant permettant de visualiser la répartition des revenus ou de la richesse au sein d'une population. Elle met en relation :

- L'axe horizontal (x) : la part cumulée de la population (du plus pauvre au plus riche) ;
- L'axe vertical (y) : la part cumulée du revenu détenue.

Dans une situation d'égalité parfaite, chaque 10 % de la population détient exactement 10 % du revenu, et la courbe coïncide avec la diagonale (appelée ligne d'égalité parfaite). Plus la courbe s'incurve vers le bas, plus la concentration des revenus est forte, et donc plus les inégalités sont marquées.

La courbe de Lorenz est complémentaire à l'indice de Gini, auquel elle est mathématiquement liée : le Gini correspond à la surface entre la courbe et la diagonale, rapportée à l'aire totale sous la diagonale.

Elle permet :

- Une lecture intuitive de la concentration des revenus ;
- Une comparaison dans le temps : si la courbe se rapproche de la diagonale, les inégalités diminuent ;
- Et une analyse de la dominance stochastique (Ravallion & Chen, 2003) : une distribution A domine une distribution B si sa courbe de Lorenz est toujours au-dessus, indiquant moins d'inégalités à tous les niveaux.

La courbe de Lorenz est un instrument visuel de suivi de l'impact des politiques redistributives:

- Un déplacement vers la diagonale peut indiquer un effet positif des politiques de transferts (RAMED, protection sociale, INDH, programmes d'éducation ou subventions ciblées) ;

- Une courbe qui s'éloigne signale un accroissement des inégalités, parfois en lien avec une croissance biaisée vers les hauts revenus.

Elle permet aussi d'évaluer la performance redistributive des systèmes fiscaux. Dans les pays nordiques, par exemple, la courbe avant impôts est très incurvée, mais se redresse nettement après impôts et transferts, illustrant un haut niveau de redistribution. Au Maroc, faute d'un impôt progressif et de transferts efficaces, la courbe de Lorenz pré- et post-transferts est très proche, ce qui révèle un faible effet redistributif de l'État.

Exemples empiriques

- En Suède, la courbe post-redistribution s'approche très près de la diagonale : le système redistributif réduit de plus de 40 % l'indice de Gini brut.
- Au Maroc, les données du HCP indiquent une courbe stable mais toujours éloignée de la diagonale, avec les 10 % les plus riches concentrant plus de 30 % du revenu.
- Dans des pays comme le Brésil (période Lula), la courbe s'est significativement redressée grâce aux programmes sociaux ciblés, combinant transferts conditionnels et élévation du revenu rural.

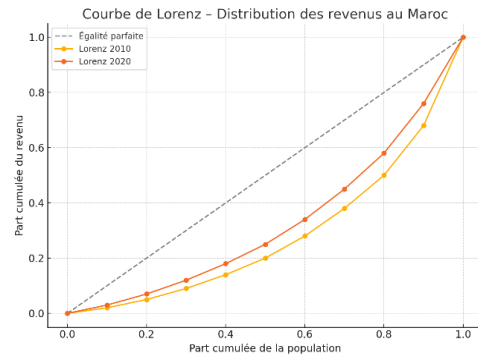
La courbe de Lorenz n'est pas qu'un outil technique : elle est un révélateur des rapports de distribution dans une société, et un instrument critique pour orienter les politiques publiques vers davantage d'inclusion. Dans les chapitres suivants, cet outil sera mobilisé pour évaluer l'évolution effective des inégalités au Maroc et tester l'impact des politiques redistributives mises en œuvre depuis les années 2000.

Figure N°2 : Illustration concrète de l'indice de Gini et de la courbe de Lorenz au Maroc

Prenons deux années, **2010** et **2020**, pour illustrer l'évolution des inégalités de revenu au Maroc selon deux mesures complémentaires.

Données simulées sur la distribution des revenus (en % du revenu total national par décile)

| Décile de population | 2010 | 2020 |
|---------------------------------|------|------|
| 1er (les 10 % les plus pauvres) | 2 % | 3 % |
| 2e | 3 % | 4 % |
| 3e | 4 % | 5 % |
| 4e | 5 % | 6 % |
| 5e | 6 % | 7 % |
| 6e | 8 % | 9 % |
| 7e | 10 % | 11 % |
| 8e | 12 % | 13 % |
| 9e | 18 % | 18 % |
| 10e (les 10 % les plus riches) | 32 % | 24 % |



Source: Compilé par nous-même (Haut-Commissariat au Plan-Revenus des ménages : Niveaux, sources et distribution sociale.)

Résultats :

- **Indice de Gini :**
 - 2010 : 0,42
 - 2020 0,36

→ Une amélioration significative, indiquant une réduction des inégalités de revenu.

- **Courbe de Lorenz :**

En 2020, la courbe se rapproche davantage de la diagonale d'égalité parfaite par rapport à 2010. Cela traduit une meilleure redistribution, notamment grâce à des politiques sociales ciblées (aides directes, subventions à l'éducation et la santé).

Interprétation :

La courbe de Lorenz ci-dessus illustre la distribution cumulative des revenus pour les années **2010** et **2020** au Maroc. On y observe que :

- En **2010**, la courbe est significativement éloignée de la diagonale d'égalité parfaite, traduisant une **forte concentration des revenus** entre les mains des plus riches (les 10 % les plus riches percevaient 32 % du revenu total).
- En **2020**, la courbe se rapproche de la diagonale, indiquant une **répartition plus équitable** des revenus : les 10 % les plus riches ne détiennent plus que 24 % du revenu, tandis que les déciles inférieurs voient leur part augmenter.

Cela est confirmé par l'évolution de l'**indice de Gini**, qui passe de **0,42 en 2010** à **0,36 en 2020**. Cette baisse de 6 points reflète une **diminution notable des inégalités de revenu**, probablement liée à des efforts en matière de politiques sociales et de redistribution.

En effet, l'amélioration de la courbe de Lorenz et la baisse de l'indice de Gini suggèrent que la croissance économique au Maroc entre 2010 et 2020 s'est accompagnée d'une meilleure inclusivité, bien que des défis structurels persistent.

4.2. Indices composites et cadres institutionnels de mesure de la croissance inclusive

L'évaluation de la croissance inclusive a conduit les organisations internationales à développer des instruments allant au-delà des indicateurs purement monétaires. Ces outils se distinguent par leur architecture conceptuelle, leurs méthodes d'agrégation et leurs objectifs normatifs. Trois références majeures structurent cette littérature : l'Indice de Développement Humain ajusté aux inégalités (IDHI) du PNUD, le cadre de mesure de la croissance inclusive de l'OCDE, et l'approche multidimensionnelle de la Banque Africaine de Développement (BAD). Bien qu'ayant des finalités proches, ces instruments reposent sur des logiques méthodologiques distinctes.

4.2.1 L'Indice de Développement Humain ajusté aux inégalités (IDHI – PNUD)

Introduit en 2010 par le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Indice de Développement Humain ajusté aux inégalités (IDHI) corrige l'IDH traditionnel en intégrant explicitement la distribution des réalisations individuelles en matière de santé, d'éducation et de revenu (UNDP, 2010, 2020).

L'IDH standard est défini comme la moyenne géométrique de trois indices dimensionnels :

$$IDH = (I_{santé} \times I_{éducation} \times I_{revenu})^{1/3}$$

L'IDHI applique ensuite un ajustement fondé sur l'inégalité observée dans chaque dimension, généralement à partir d'une mesure de type Atkinson. Chaque composante est pondérée par le facteur $(1-A_d)$, où A_d représente l'inégalité dans la dimension considérée :

$$IDHI = (I_{santé}^* \times I_{éducation}^* \times I_{revenu}^*)^{1/3}$$

Avec :

$$I_d^* = I_d \times (1 - A_d)$$

La différence entre IDH et IDHI correspond à la perte de développement humain due aux inégalités internes (UNDP, 2020).

Dans le cas du Maroc, l'IDH atteint 0,710 en 2023 (120e rang mondial), mais l'IDHI révèle une perte significative liée aux disparités d'accès aux services essentiels. Le profil MPI 2024 indique par ailleurs que 6,4 % de la population demeure en pauvreté multidimensionnelle, avec une intensité moyenne de privation de 42 % (UNDP, 2024).

Ainsi, l'IDHI montre qu'un niveau moyen de développement humain peut coexister avec des écarts substantiels de conditions de vie, confirmant que la croissance du revenu national ne garantit pas une amélioration homogène des capacités individuelles (Sen, 1999).

Dans le cas du Maroc, malgré une légère amélioration de son Indice de Développement Humain (IDH), passant à 0,710 en 2023 et atteignant la 120^e place mondiale, le pays continue de faire face à des inégalités socio-économiques persistantes.

Parallèlement, les indicateurs complémentaires de développement humain montrent des fragilités : une moyenne de 6,2 années de scolarité, un revenu brut par habitant de 8.653 USD, et 6,4 % de la population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle avec une intensité de privation de 42 %.

Ces éléments confirment que le Maroc progresse lentement vers plus d'inclusivité. Une baisse de l'indice de Gini et une amélioration de la courbe de Lorenz sont des signes positifs, mais ne sauraient masquer la nécessité d'un développement plus équitable en matière de santé, d'éducation et de genre, tels que soulignés par le PNUD.

L'analyse de l'IDHI souligne la nécessité pour le Maroc de :

- Renforcer les politiques de redistribution pour réduire les inégalités de revenu.
- Améliorer l'accès à l'éducation et à la santé, en particulier dans les zones rurales.
- Mettre en place des programmes ciblés pour les populations les plus vulnérables.

Ces actions sont essentielles pour assurer une croissance économique inclusive et durable, et pour améliorer le bien-être de l'ensemble de la population.

4.2.2 Le cadre de mesure de la croissance inclusive de l'OCDE

Contrairement à une confusion fréquente, l'OCDE ne publie pas un "Inclusive Growth Index" sous forme de classement agrégé unique. Elle propose un cadre analytique de mesure fondé sur l'approche du revenu équivalent et la construction d'un indicateur de niveau de vie multidimensionnel (Boarini, Murin, & Schreyer, 2015).

Ce cadre repose sur trois principes méthodologiques :

- Multidimensionnalité : intégration du revenu, de l'emploi (chômage) et de la santé (espérance de vie).
- Prise en compte de la distribution : analyse du revenu médian et des déciles inférieurs.

- Lien explicite avec les politiques publiques : quantification des arbitrages entre croissance, emploi et bien-être.

L'indicateur central est le Multidimensional Living Standards (MDLS), construit à partir d'un revenu équivalent ajusté :

$$y_i^* = y_i - \delta_T(T^* - T_i) - \delta_U U_i$$

où :

- y_i = revenu disponible réel,
- T_i = espérance de vie,
- U_i = taux de chômage,
- δ_T = prix implicites (shadow prices) estimés à partir de régressions sur la satisfaction de vie.

L'OCDE montre que, sur la période 1995–2012, près de la moitié des écarts de niveau de vie entre pays s'expliquent par des dimensions non monétaires (emploi et longévité) (Boarini et al., 2015).

Ce cadre ne produit donc pas un score global normatif, mais permet de décomposer la croissance en contributions respectives :

- du revenu,
- du chômage,
- de la longévité,
- et des inégalités de revenu.

4.2.3 L'approche multidimensionnelle de la Banque Africaine de Développement (BAD)

La Banque Africaine de Développement développe une approche spécifique adaptée aux économies africaines, centrée sur trois dimensions structurantes (AfDB, 2019) :

- Croissance économique (PIB réel par habitant, transformation structurelle),

- Bien-être social (accès aux infrastructures, santé, éducation),
- Équité d'accès et inclusion (réduction des inégalités d'opportunités).

Contrairement à l'approche OCDE, la BAD met davantage l'accent sur :

- l'accès aux infrastructures productives,
- la réduction des disparités territoriales,
- et l'inclusion des groupes vulnérables.

Les rapports de la BAD montrent que l'inclusion passe par l'élargissement de l'accès aux services de base (électricité, eau, transport, santé), considérés comme des catalyseurs de productivité et de mobilité sociale (AfDB, 2019).

Dans le cas du Maroc, les progrès en matière d'infrastructures et d'accès aux services sont significatifs, mais l'enjeu demeure la transformation qualitative du marché du travail et la réduction des écarts régionaux. L'approche BAD est particulièrement pertinente pour les économies caractérisées par :

- une informalité élevée,
- une segmentation territoriale,
- et une dépendance sectorielle marquée.

Tableau N° 2 : Synthèse comparative des approches

| Instrument | Nature | Dimensions principales | Logique d'agrégation | Apport principal |
|--------------------|--|--|--------------------------------------|---|
| IDHI (PNUD) | Indice composite ajusté | Santé, éducation, revenu | Ajustement par inégalités (Atkinson) | Mesure la perte de développement due aux inégalités |
| OCDE | Cadre analytique (MDLS) | Revenu, emploi, santé | Revenu équivalent + prix implicites | Quantifie les arbitrages croissance/bien-être |
| BAD | Approche multidimensionnelle régionale | Croissance, bien-être social, équité d'accès | Agrégation d'indicateurs sectoriels | Met l'accent sur infrastructures et inclusion africaine |

Source : Compilé par nous même

En termes conceptuels :

- Le **PNUD** corrige un indicateur de développement.
- L'**OCDE** recompose la notion même de niveau de vie.
- La **BAD** articule inclusion et transformation structurelle.

L'analyse comparée montre qu'aucun instrument ne peut, isolément, saisir l'ensemble des dimensions de la croissance inclusive. Les indicateurs distributifs (Gini), les mesures multidimensionnelles (IDHI, MPI) et les cadres analytiques (OCDE, BAD) doivent être mobilisés de manière complémentaire.

Pour le Maroc, cela implique :

- de dépasser la lecture centrée sur le PIB,
- d'intégrer la dimension emploi (notamment jeunes et femmes),
- d'articuler redistribution et transformation productive,
- et de développer éventuellement un tableau de bord national cohérent avec les standards internationaux tout en restant adapté aux spécificités structurelles du pays.

Tableau N°3: Application au cas du Maroc (simulation illustrative)

| Pilier IGI | Indicateur clé | Valeur estimée |
|-------------------------|---|--------------------|
| Croissance & inclusion | Revenu médian ajusté (USD) | 5.200 ² |
| | Taux de pauvreté (seuil OCDE : 50% médiane) | 19,5 % |
| Opportunités & mobilité | Taux d'emploi des jeunes (15–24 ans) | 25,4 % |
| | Accès à l'enseignement supérieur (%) | 17 % |
| Durabilité future | Dette publique (% PIB) | 70 % |
| | Émissions CO ₂ /habitant (t/an) | 1,8 |

Source: Compilé par nous-même (Haut-Commissariat au Plan-*Revenus des ménages : Niveaux, sources et distribution sociale.*)

Résultat global simulé (score IGI) : 4,1 / 10

Ce score relativement bas indique que la croissance marocaine reste faiblement inclusive, malgré une stabilité macroéconomique. Des inégalités persistantes dans l'accès aux opportunités (emploi, éducation), une pauvreté multidimensionnelle notable (6,4 %), et des écarts régionaux accentués limitent l'impact redistributif de la croissance.

² Comment calcule-t-on le revenu médian ajusté ?

Le **revenu médian ajusté** (souvent appelé *revenu disponible équivalent*) est :

Le revenu disponible des ménages, ajusté par la taille et la composition du ménage, exprimé en **standard de pouvoir d'achat (SPA)** ou en **USD constants**, et calculé de façon à représenter le **revenu "typique" d'un individu moyen**.

$$\text{Revenu médian ajusté} = \text{Revenu disponible total} \div \text{Equivalence d'échelle}$$

L'échelle d'équivalence OCDE modifiée attribue : 1,0 pour le premier adulte ; 0,5 pour chaque adulte supplémentaire ; 0,3 pour chaque enfant (moins de 14 ans)

Exemple : un ménage avec 2 adultes et 2 enfants → facteur d'équivalence = 1 + 0.5 + 0.3 + 0.3 = 2.1

Pour le Maroc :

- **RNB/habitant brut** en 2023 ≈ **8.653 USD** (selon le PNUD)
- Le revenu **disponible médian** est typiquement **50–70 %** du revenu brut par habitant dans les économies émergentes, à cause des disparités de distribution et du prélèvement fiscal faible.
- D'où notre estimation : $8.653 \times 0,60 \approx 5.200$ USD

Le chiffre **5.200 USD** est une **estimation réaliste** basée sur :

- Le RNB/habitant du PNUD
- Une approximation empirique des écarts entre revenu brut et revenu médian ajusté dans les pays comparables

L'IGI met en évidence ce que le PIB ne montre pas : une croissance quantitativement positive, mais qualitativement inégale. Cet indice souligne la nécessité de politiques plus ciblées pour renforcer la mobilité sociale et la résilience des populations vulnérables, tout en préservant la soutenabilité des finances publiques et de l'environnement.

4.2.4 L'Indice de Croissance Inclusive de la Banque Africaine de Développement (BAD, 2019)

L'Indice de Croissance Inclusive (ICI), développé par la Banque Africaine de Développement (BAD), évalue la performance des pays africains selon trois dimensions clés :

- Croissance économique : mesurée par des indicateurs tels que le PIB réel par habitant et la diversification économique.
- Bien-être social : évalué à travers l'accès aux services de base, la santé et l'éducation.
- Équité d'accès : considérant l'égalité des chances et la réduction des inégalités.

Cet indice est particulièrement pertinent pour le Maroc, dont l'économie présente une forte informalité et des disparités régionales marquées.

Selon la Revue Synthétique des Résultats 2019 de la BAD, le Maroc a enregistré des progrès significatifs dans plusieurs domaines : [African Development Bank Group](#)

- Accès à l'électricité : 6,9 millions de personnes ont bénéficié d'une nouvelle connexion électrique.
- Gestion de l'eau en agriculture : 88 000 hectares de terres agricoles ont été dotés d'un système amélioré de gestion de l'eau.
- Transports : 16 millions de personnes ont obtenu un meilleur accès au transport.
- Eau et assainissement : 3,5 millions de personnes ont bénéficié d'un accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement.
- Santé : 8,5 millions de personnes ont eu accès à de meilleurs services de santé (African Development Bank Group).

Ces résultats reflètent une amélioration notable du bien-être social et de l'équité d'accès, deux composantes essentielles de l'ICI.

L'application de l'Indice de Croissance Inclusive de la BAD au Maroc met en évidence les avancées du pays en matière de développement social et d'infrastructures, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour une croissance plus équitable et inclusive.

4.1. Limites des mesures existantes et besoin d'adaptation

L'ensemble des indicateurs présentés – de l'indice de Gini à la courbe de Lorenz, en passant par les indices multidimensionnels comme l'IDH (PNUD), l'Inclusive Growth Index (OCDE) et l'indice de la BAD – fournit des outils complémentaires pour mesurer l'inclusivité de la croissance. Néanmoins, aucun ne permet, à lui seul, de capturer l'ensemble des dynamiques sociales, économiques et territoriales à l'œuvre. Cela souligne la nécessité d'une approche combinée, articulant mesures monétaires de répartition avec des indicateurs structurels tenant compte du contexte national.

Dans le cas du Maroc, ces outils mettent en lumière des progrès indéniables – tels qu'une baisse simulée de l'indice de Gini (de 0,42 à 0,36), des avancées en matière de développement humain (IDH : 0,710 en 2023), et des améliorations sectorielles (accès aux services, emploi, santé). Toutefois, ils révèlent aussi des limites persistantes : pauvreté multidimensionnelle, inégalités territoriales et faible participation des jeunes et des femmes à l'économie formelle.

Dans cette perspective, la mise en place d'un indice composite marocain de croissance inclusive s'impose. Basé sur les données du HCP, de la Banque mondiale et des enquêtes nationales, cet indice pourrait intégrer plusieurs dimensions fondamentales :

- la distribution des revenus et de la consommation,
- les écarts régionaux d'accès aux services essentiels (éducation, santé, transport),
- la qualité et la durabilité de l'emploi,
- ainsi que la participation effective des femmes et des jeunes à la vie économique.

Ce cadre d'évaluation permettrait de dépasser une lecture strictement agrégée de la performance économique. Il viserait à mettre en évidence les fractures territoriales, générationnelles et de genre, souvent masquées par les moyennes nationales. En ce sens, l'indice ne serait pas un simple instrument statistique, mais un levier stratégique pour orienter les politiques publiques vers les populations et zones les plus vulnérables, dans une logique d'équité et d'impact durable.

Ainsi conçu, cet indice contribuerait pleinement à la trajectoire de développement du Royaume, en cohérence avec les objectifs du nouveau Modèle de Développement et les engagements du Maroc à l'horizon 2035.

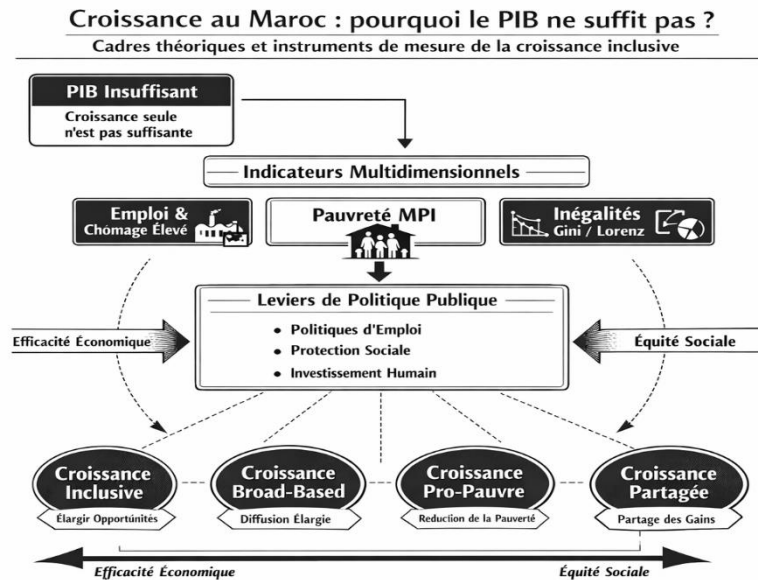
5. Discussion : implications pour l'action publique, arbitrages et portée de l'approche

5.1. Ce que le cadre implique pour les politiques publiques

Le cadre « efficacité–équité » proposé en Section 3 ne vise pas seulement à clarifier des concepts ; il fournit une grille de lecture directement exploitable pour l'action publique. D'abord, il rappelle que la performance macroéconomique (croissance du PIB, productivité, investissement) n'est ni un proxy suffisant, ni un indicateur exhaustif du progrès social. L'enjeu de politique économique devient alors d'identifier les canaux de transmission qui transforment la croissance en amélioration des conditions de vie : (i) création d'emplois et qualité des emplois, (ii) accès aux services essentiels (éducation, santé), (iii) réduction des barrières d'accès aux opportunités (territoire, genre, informalité), et (iv) dispositifs redistributifs et protection sociale. Cette lecture est cohérente avec les cadres institutionnels qui considèrent la “croissance inclusive” comme une combinaison d'opportunités élargies et de résultats distributifs (Anand et al., 2013; OECD, 2018; World Bank, 2016).

Concrètement, l'intérêt de la typologie (inclusive / broad-based / pro-pauvre / shared growth) est d'éviter une confusion fréquente dans le débat public : une politique peut réduire la pauvreté monétaire (pro-pauvre) sans modifier les inégalités d'opportunités, tandis qu'une stratégie à base large (broad-based) peut diffuser des gains à de nombreux acteurs sans réduire durablement les disparités structurelles. Le cadre invite donc à concevoir des “paquets” de politiques combinant : politiques d'emploi (et d'insertion), investissement social (capital humain), réduction des inégalités territoriales, et redistribution efficace—plutôt que de traiter l'inclusion comme un “effet secondaire” de la croissance (Sen, 1999; Ravallion, 2004; OECD, 2018).

Figure N°3 : Modèle conceptuel de la croissance inclusive : articulation “efficacité économique–équité sociale”, indicateurs multidimensionnels et leviers de politique publique.



Source : *Élaboration de l’auteur à partir des cadres et définitions mobilisés dans la littérature (Anand et al., 2013; ADB, 2011; OECD, 2018; World Bank, 2016).*

Comme le synthétise la Figure ci-dessus, l’argument central de l’étude est que le PIB, pris isolément, ne permet pas de qualifier le degré d’inclusivité d’une trajectoire de croissance. L’évaluation requiert une lecture multidimensionnelle articulant (i) le marché du travail (emploi et chômage), (ii) les privations non monétaires (pauvreté multidimensionnelle) et (iii) la distribution des ressources (inégalités mesurées par l’indice de Gini et la courbe de Lorenz). Ces trois dimensions constituent les canaux empiriques à travers lesquels s’apprécie la “qualité sociale” de la croissance. Dans ce cadre, les leviers de politique publique — politiques d’emploi, protection sociale et investissement en capital humain — agissent comme mécanismes de transmission susceptibles de déplacer l’économie vers des profils plus inclusifs. En particulier, la figure met en évidence que des politiques pro-pauvres ou de croissance partagée peuvent améliorer la situation des ménages vulnérables sans nécessairement corriger l’ensemble des inégalités d’opportunités, tandis qu’une stratégie réellement inclusive suppose une action simultanée sur l’accès à l’emploi, la réduction des privations et la gouvernance redistributive (Anand et al., 2013; OECD, 2018; World Bank, 2016).

5.2 Arbitrages efficacité/équité : une opposition réelle mais souvent surestimée

Notre modèle met en évidence des arbitrages : certaines stratégies privilégient l'équité immédiate via des mécanismes redistributifs, d'autres cherchent un équilibre, d'autres encore maximisent d'abord l'efficacité en espérant une diffusion progressive. Sur le plan analytique, l'arbitrage n'est pas systématiquement un jeu à somme nulle. Une partie de la littérature et plusieurs diagnostics institutionnels montrent au contraire que des inégalités élevées peuvent affecter la durabilité de la croissance (instabilité, sous-investissement en capital humain, segmentation du marché du travail), ce qui requalifie l'équité comme un déterminant de performance, et non comme une contrainte extérieure (Anand et al., 2013; World Bank, 2016).

Dans le cas marocain, la lecture en arbitrage permet surtout de préciser où se situe le "goulot d'étranglement" : si le principal frein est l'insuffisance d'emplois productifs, l'inclusion exige des politiques de transformation structurelle et de capital humain ; si le frein est la concentration des gains, la priorité peut porter sur la redistribution et la correction des inégalités d'accès (fiscalité, transferts, services publics). Le cadre aide ainsi à passer d'un débat abstrait (« croissance vs redistribution ») à une question de diagnostic : quels mécanismes expliquent le décalage entre croissance et inclusion ? (Bourguignon, 2004; Rodrik, 2011).

5.3 Le rôle de l'État : de "correcteur" à "architecte" de l'inclusion

La revue de littérature converge vers une idée centrale : l'État n'est pas seulement un correcteur ex post (transferts), mais un architecte ex ante des opportunités (éducation, santé, règles du marché du travail, concurrence, politiques territoriales). Dans l'approche des capacités, l'intervention publique vise à élargir les libertés réelles (Sen, 1999). Dans la synthèse institutionnelle, la qualité des institutions et des politiques publiques conditionne la capacité à rendre la croissance plus inclusive et plus stable (Acemoglu & Robinson, 2012; OECD, 2018).

Cela conduit à une implication pratique : une stratégie de croissance inclusive ne peut pas être réduite à un programme social isolé. Elle suppose une cohérence entre (i) stratégie productive (secteurs créateurs d'emplois), (ii) politiques de compétences, (iii) réduction des disparités territoriales, (iv) gouvernance et évaluation des politiques, et (v) dispositifs redistributifs. C'est précisément la logique des cadres d'action sur la croissance inclusive (OECD, 2018; World Bank, 2016).

5.4 Comparabilité internationale vs pertinence locale : comment éviter deux biais

Au bout du compte, notre démarche soulève une question méthodologique clé : comment comparer sans perdre le contexte ? Les indicateurs standardisés (Gini, MPI, cadres composites) offrent une comparabilité utile, mais ils comportent deux risques.

- Biais de comparabilité “trop globale” : des indices internationaux peuvent masquer les mécanismes nationaux (structure de l’emploi, informalité, disparités territoriales, normes sociales). D’où l’intérêt, dans la conclusion de Section 4, d’une approche combinée et éventuellement d’un indice “adapté” au Maroc (UNDP, 2010+; OECD, 2018).
- Biais de pertinence “trop locale” : à l’inverse, un indicateur trop spécifique perd la capacité à se situer par rapport à des trajectoires comparables. La solution est souvent de maintenir un noyau commun (ex. Gini, MPI, indicateurs d’emploi) et d’ajouter des dimensions locales (territoires, informalité, genre) de façon transparente, avec une justification théorique et des tests de robustesse lorsque des pondérations sont utilisées (Anand et al., 2013; ADB, 2011).

En synthèse, le cadre conceptuel implique une orientation claire : mesurer l’inclusivité revient à juger la croissance à l’aune de sa capacité à élargir les opportunités et à partager durablement les gains, ce qui requiert des politiques combinant transformation productive, investissement social, réduction des disparités et redistribution efficace.

Conclusion

La question de l'inclusivité de la croissance au Maroc impose de dépasser une lecture agrégée de la performance macroéconomique pour interroger la diffusion effective des gains en termes d'emploi, de pauvreté et d'inégalités. À partir de cette problématique, l'analyse a montré que la croissance, appréhendée par le seul PIB, ne saurait être considérée comme un indicateur suffisant du progrès social. La mise en perspective des approches classiques, hétérodoxes et institutionnelles conduit à une réponse centrale : l'inclusivité renvoie à la capacité d'une trajectoire de croissance à élargir l'accès aux opportunités productives et à réduire les formes persistantes d'exclusion, ce qui requiert une appréciation multidimensionnelle.

Sur le plan des apports, la contribution est triple. Premièrement, le travail clarifie des notions souvent employées de manière interchangeable — *croissance inclusive, pro-pauvre, broad-based* et *shared growth* — en les distinguant selon leurs cibles, leurs critères d'évaluation et leurs mécanismes. Deuxièmement, il propose un cadre conceptuel unificateur, sous la forme d'un repère « efficacité–équité », permettant d'explicitier les arbitrages implicites et de relier les catégories théoriques à des profils observables. Troisièmement, il met en évidence la complémentarité des outils de mesure mobilisables : les indicateurs distributifs (indice de Gini, courbe de Lorenz) gagnent à être articulés avec des mesures non monétaires des privations (pauvreté multidimensionnelle) et avec des cadres composites institutionnels, afin d'éviter les diagnostics partiels fondés sur un seul registre d'indicateurs.

Cette démarche présente néanmoins plusieurs limites. D'un point de vue empirique, la robustesse du diagnostic dépend de la qualité, de la comparabilité et de la périodicité des données disponibles, ainsi que de l'hétérogénéité des définitions statistiques entre sources. D'un point de vue analytique, le cadre « efficacité–équité » demeure essentiellement heuristique : il éclaire des configurations possibles mais n'identifie pas, à lui seul, des relations causales entre croissance, distribution et réduction des privations. Enfin, l'absence, dans ce format, d'une estimation systématique sur longue période limite la capacité à suivre finement l'évolution de l'inclusivité et à quantifier l'effet des politiques publiques.

Ces limites ouvrent des perspectives de recherche structurées. Une première extension consisterait à estimer un indice synthétique de croissance inclusive pour le Maroc sur séries temporelles, en combinant emploi, pauvreté et inégalités, et en testant la sensibilité des résultats aux choix de normalisation et de pondération. Une deuxième piste porterait sur des analyses infranationales (régions, urbain–rural) afin d'objectiver les fractures territoriales et d'identifier

les facteurs de convergence. Une troisième voie viserait à évaluer l'impact de réformes et programmes (capital humain, protection sociale, politiques d'emploi, interventions territoriales) à l'aide d'approches économétriques ou quasi-expérimentales, de manière à distinguer l'effet de la croissance de celui des mécanismes redistributifs. Tout bien considéré, des comparaisons systématiques avec des pays émergents aux trajectoires contrastées permettraient de situer le cas marocain dans un espace plus large de modèles d'inclusion et de dégager des enseignements de politique économique transférables.

En définitive, l'ensemble des éléments discutés confirme que la performance économique ne peut être pleinement appréciée qu'à l'aune de sa capacité à diffuser durablement les opportunités et à réduire les inégalités d'accès, condition essentielle d'une trajectoire de développement à la fois soutenable et socialement légitime.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.

African Development Bank Group. (2019). *Annual report 2019*. AfDB. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb_annual_report_2019_eng.pdf

African Development Bank Group. (2019). *Annual report 2019*. AfDB.

Alkire, S., & Foster, J. (2011). Counting and multidimensional poverty measurement. *Journal of Public Economics*, 95(7–8), 476–487. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2010.11.006>

Anand, R., Mishra, S., & Peiris, S. J. (2013). *Inclusive growth: Measurement and determinants* (IMF Working Paper No. WP/13/135). International Monetary Fund. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp13135.pdf>

Asian Development Bank. (2011). *Framework of inclusive growth indicators: Key indicators for Asia and the Pacific 2011 (Special supplement)*. Asian Development Bank. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/42976/ki2011-special-supplement.pdf>

Barro, R. J. (2000). Inequality and growth in a panel of countries. *Journal of Economic Growth*, 5(1), 5–32. <https://doi.org/10.1023/A:1009850119329>

Bhagwati, J. N. (1988). Poverty and public policy. *World Development*, 16(5), 539–555. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(88\)90184-2](https://doi.org/10.1016/0305-750X(88)90184-2)

Boarini, R., Kolev, A., & McGregor, A. (2015). *Inclusive growth: The OECD measurement framework* (OECD Statistics Working Paper No. STD/DOC(2015)6). OECD. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2015/11/inclusive-growth_g17a2715/5jrqqpxjqhg4-en.pdf

Boarini, R., Murin, F., & Schreyer, P. (2015). *Inclusive growth: The OECD measurement framework* (OECD Statistics Working Paper No. 64). OECD Publishing.

Bourguignon, F. (2004). The poverty–growth–inequality triangle (World Bank Working Paper No. 125). World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/449711468762020101/pdf/28102.pdf>

Commission Spéciale sur le Modèle de Développement. (2021). Le nouveau modèle de développement : Rapport général. Royaume du Maroc. https://www.hcp.ma/Rapports-de-la-Commission-Speciale-sur-le-Modele-de-Developpement_a3514.html

Deaton, A. (2013). *The great escape: Health, wealth, and the origins of inequality*. Princeton University Press.

Haut-Commissariat au Plan. (2024, 5 février). La situation du marché du travail en 2023 [Note d'information]. https://www.hcp.ma/La-situation-du-marche-du-travail-en-2023_a3816.html

Haut-Commissariat au Plan. (2025, 17 février). Note sur les principaux résultats de l'Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages 2022–2023 [Note]. https://www.hcp.ma/Note-sur-les-principaux-resultats-de-l-Enquete-Nationale-sur-le-Niveau-de-Vie-des-Menages-2022-2023_a4061.html

Haut-Commissariat au Plan. (2025, 18 février). Rapport des résultats de l'Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages 2022–2023 [Rapport]. https://www.hcp.ma/Rapport-des-resultats-de-l-Enquete-Nationale-sur-le-Niveau-de-Vie-des-Menages-2022-2023_a4062.html

Ianchovichina, E., & Lundström, S. (2009). *Inclusive growth analytics: Framework and application* (Policy Research Working Paper No. 4851). World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4851>

Kakwani, N., & Pernia, E. M. (2000). *What is pro-poor growth?* Asian Development Bank.

Klasen, S. (2010). *Measuring and monitoring inclusive growth: Multiple definitions, open questions, and some constructive proposals* (ADB Sustainable Development Working Paper Series No. 12). Asian Development Bank.

Organisation for Economic Co-operation and Development. (2018). *Opportunities for all: A framework for policy action on inclusive growth*. OECD Publishing. https://www.oecd.org/en/publications/opportunities-for-all_9789264301665-en.html

Organisation for Economic Co-operation and Development. (2018). *Opportunities for all: A framework for policy action on inclusive growth*. OECD Publishing.

Piketty, T. (2014). *Capital in the twenty-first century* (A. Goldhammer, Trans.). The Belknap Press of Harvard University Press.

Ravallion, M. (2004). Pro-poor growth: A primer (Policy Research Working Paper No. 3242). World Bank.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/358321468761705849/pdf/wps3242growth.pdf>

Ravallion, M., & Chen, S. (2003). Measuring pro-poor growth. *Economics Letters*, 78(1), 93–99. [https://doi.org/10.1016/S0165-1765\(02\)00205-7](https://doi.org/10.1016/S0165-1765(02)00205-7)

Rodrik, D. (2011). *The globalization paradox: Democracy and the future of the world economy*. W. W. Norton & Company.

Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.

Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94. <https://doi.org/10.2307/1884513>

Stiglitz, J. E. (2012). *The price of inequality: How today's divided society endangers our future*. W. W. Norton & Company.

United Nations Development Programme. (2010). *Human development report 2010: The real wealth of nations: Pathways to human development*. UNDP. <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2010>

United Nations Development Programme. (2010). *Human development report 2010*. UNDP.

United Nations Development Programme. (2020). *Human Development Report 2020: Technical notes (Technical note on the Inequality-adjusted Human Development Index)*. UNDP. https://hdr.undp.org/sites/default/files/data/2020/hdr2020_technical_notes.pdf

United Nations Development Programme. (2020). *Technical notes: Inequality-adjusted Human Development Index (IHDI)*. UNDP.

United Nations Development Programme. (2024). *Multidimensional Poverty Index (MPI): Morocco country profile*. Human Development Report Office. <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI2024/MAR.pdf>

United Nations Development Programme. (2024). *Multidimensional Poverty Index: Morocco country profile*. UNDP.

World Bank. (2016). Poverty and shared prosperity 2016: Taking on inequality. World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/242251476706821424/pdf/Poverty-and-shared-prosperity-2016-taking-on-inequality.pdf>

World Bank. (2020). Poverty and shared prosperity 2020: Reversals of fortune. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/6f3184b4-afe2-5fb0-9244-578ae77d7edd>